

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 2 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHEVAL GRANULATS S.A.

Quartier Mondy
BP 84
26300 Bourg-de-Péage

Références : 20140710-RAP-DACA0650
Code AIOT : 0006100658

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement CHEVAL GRANULATS implanté « La Léonarde » 26350 Montchenu. L'inspection a été annoncée le 12/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan de pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEVAL GRANULATS
- La Léonarde 26350 Montchenu
- Code AIOT : 0006100658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière de la société CHEVAL Granulats est autorisée par l'arrêté du 9 juillet 2010 pour l'exploitation de sables et graviers et le traitement de produits minéraux. La production maximale autorisée est de 32 000 tonnes par an et la surface autorisée de 53 779 m².

La remise en état prévue est de type naturelle après remblaiement partiel.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 8.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Piézomètre	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 10.4	Demande d'action corrective	3 mois
11	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 5	Sans objet
2	Information du public	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 6.1	Sans objet
3	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 6.3	Sans objet
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 8	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 10.1	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 14.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de vérifier les conditions d'extraction, l'inspection demande la transmission du dernier plan topographique du site ainsi que le plan de gestion des déchets d'extraction. L'élimination de l'ambrosie présente devra être faite avant sa floraison (août).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Un portail est à l'entrée du site et une clôture en barbelés est présente. Au niveau de la clôture certains poteaux sont à redresser. L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'un tour de la clôture est réalisé une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle à l'exploitant de vérifier régulièrement l'état des clôtures autour de son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux d'information indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau est présent à l'entrée du site avec les informations demandées (nom de l'exploitant, référence des arrêtés, objet des travaux et information sur le plan de remise en état en mairie).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement seront canalisées et dirigées vers un bassin de stockage et d'infiltration, régulièrement entretenu et curé.
Constats : Les eaux de ruissellement de l'installation de traitement et du carreau d'exploitation sont dirigées vers un point bas de la zone d'extraction dans un bassin dédié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur d'extraction

Prescription contrôlée : L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 301,16 m, pour une épaisseur d'extraction maximale de 32,65 m et à 2 m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique.
Constats : L'exploitant réalise un relevé topographique de sa carrière par drone, mais il n'a pas été possible de le consulter sur place (problème de connexion). Lors de la visite l'exploitant a transmis les relevés des hauteurs de la nappe de 2021 à 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 3 mois le plan topographique du site et de préciser la cote NGF de la tête du piézomètre (dans les relevés la hauteur de la nappe est indiquée par rapport au terrain naturel mais pas de précision sur sa cote).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Même remarque que pour l'article 7.3 (transmission du plan topographique). Le dernier plan topographique transmis à l'inspection date de 2021.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le dernier relevé topographique de la carrière sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Avancement de la remise en état
Prescription contrôlée : Le principe de la remise en état consiste à créer un espace boisé sur l'ensemble du carreau d'exploitation et de permettre une colonisation par des espèces spécifiques des milieux sableux sur les talus et sur le replat supérieur [...]
Constats : La remise en état naturelle du site n'a pas encore débuté (exploitation plus faible que prévu dans l'arrêté et nécessité de place disponible notamment pour les stocks de matériaux extraits).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit. Les matériaux seront bennés sur une plateforme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables, puis poussés par un boueur. Une benne de récupération des refus sera mise en place. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : L'exploitant indique que les matériaux destinés au remblaiement du site proviennent des chantiers de la société CHEVAL. L'exploitant dispose d'un registre où sont indiqués : le chantier, le chauffeur qui a apporté les déchets inertes, le type de déchets, la date de livraison et la quantité (un extrait du registre de janvier à juin 2024 a été transmis suite à la visite). La zone de déversement des déchets inertes est présente et occupe une petite surface. Sur cette zone est présente de l'ambrosie qu'il faudra rapidement traiter avant sa floraison conformément à l'arrêté n°26-2019-07-05-003 du 5 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'ambrosie dans le département de la Drôme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'éliminer les plants d'ambrosie présents au sein de sa carrière avant leur floraison.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement et conditions de stockage
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche [...]

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir et 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures est présente. Le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures a été réalisé le 12 avril 2023. Il n'y a pas de stockage de produits susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols au sein de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Piézomètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètre
Prescription contrôlée : Un piézomètre sera mis en place à l'aval du site. Il permettra, en cas de besoin, d'effectuer un contrôle du niveau piézométrique ou de la qualité des eaux souterraines.
Constats : L'exploitant relève le niveau piézométrique trimestriellement. La dernière analyse des eaux a été faite le 15 décembre 2017. Tous les résultats étaient conformes. Les paramètres mesurés étaient : DCO, DBO, MES, métaux (Cu, Fe, Mn, Pb et Zn) et hydrocarbures. Bien que l'arrêté ne fixe pas de fréquence d'analyse des eaux souterraines, une nouvelle analyse doit être réalisée du fait que la dernière date de 7 ans.
Type de suite proposées : Avec suite
Proposition de délais : 3 mois
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès le début des travaux et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.
Constats : La dernière mesure de bruit a été réalisée le 17 novembre 2023 au niveau de 3 points en limite de propriété et un point en ZER. Les résultats sont conformes par contre il conviendra pour la prochaine mesure des niveaux sonores de la faire avec l'installation de traitement des matériaux en fonctionnement (impact le plus important au niveau sonore).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière [...]. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'inspection ne dispose pas de ce Plan de Gestion de Déchets d'Extraction (PGDE).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le plan de gestion des déchets d'extraction de la carrière. Du fait de la taille réduite et du type d'activité réalisée sur place, un PGDE simplifié peut être réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois